

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

*SÉRIE A/B*

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

**FASCICULE N° 54**

**AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION  
DU PRINCE VON PLESS**  
(MESURES CONSERVATOIRES)

---

---

**ORDONNANCE DU 11 MAI 1933**

**XXVIII<sup>m</sup> SESSION**

**1933**

**XXVIII<sup>th</sup> SESSION**

**ORDER OF MAY 11<sup>th</sup>, 1933**

---

---

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

*SERIES A./B.*

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

**FASCICULE No. 54**

**CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION  
OF THE PRINCE VON PLESS**  
(INTERIM MEASURES OF PROTECTION)

LEYDE  
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS  
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN  
A. W. SIJTHOFF'S  
PUBLISHING COMPANY

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1933.  
Le 11 mai.  
Rôle général  
nos 49 et 55.

ORDONNANCE RENDUE LE 11 MAI 1933

VINGT-HUITIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

11 mai 1933.

## AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION DU PRINCE VON PLESS

(DEMANDE EN INDICATION  
DE MESURES CONSERVATOIRES)

*Présents* : MM. ADATCI, *Président* ; GUERRERO, *Vice-Président* ;  
le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWO-  
ROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA,  
sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING, NEGULESCO,  
Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,  
ainsi composée,  
après délibéré en Chambre du Conseil,

*Rend l'ordonnance suivante* :

Vu les articles 41 et 48 du Statut,

Vu les articles 57 et 61 du Règlement,

Vu la requête du 18 mai 1932, à elle transmise le même  
jour et par laquelle le Gouvernement du Reich allemand a  
introduit devant la Cour une instance contre le Gouvernement  
de la République de Pologne, fondée sur l'allégation d'une  
violation par le Gouvernement polonais de certaines obligations  
découlant pour lui de la Convention de Genève du 15 mai  
1922, relative à la Haute-Silésie, à l'égard de l'administration

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

ORDER MADE ON MAY 11th, 1933.

---

1933.  
May 11th.  
General List:  
Nos. 49 and 55.

TWENTY-EIGHTH (EXTRAORDINARY) SESSION.

May 11th, 1933.

CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION  
OF THE PRINCE VON PLESS.

(APPLICATION FOR THE INDICATION  
OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION.)

*Present*: MM. ADATCI, *President*; GUERRERO, *Vice-President*;  
Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI,  
MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA, Sir CECIL  
HURST, MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN  
EYSINGA, M. WANG, *Judges*.

The Permanent Court of International Justice,

composed as above,  
after deliberation,

*Makes the following Order*:

Having regard to Articles 41 and 48 of the Statute,  
Having regard to Articles 57 and 61 of the Rules of Court,  
Having regard to the Application of May 18th, 1932, trans-  
mitted to it on the same date, whereby the Government of  
the German Reich brought before the Court a suit against  
the Government of the Republic of Poland, founded on an  
alleged violation by the Polish Government of certain obliga-  
tions incumbent upon that Government under the Geneva  
Convention of May 15th, 1922, concerning Upper Silesia, in

du prince von Pless, ressortissant polonais appartenant à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise ;

Vu l'acte déposé au Greffe le 8 octobre 1932 et accompagné d'un « Contre-Mémoire préliminaire », par lequel le Gouvernement de la République polonaise, se référant à l'article 38 du Règlement, a opposé préliminairement à la requête du Gouvernement allemand une exception concluant à ce qu'il plaise à la Cour « déclarer la demande du Gouvernement allemand irrecevable » ;

Vu l'ordonnance du 4 février 1933 par laquelle la Cour, statuant sur l'exception préliminaire proposée par le Gouvernement polonais, a joint cette exception au fond de l'affaire et fixé les délais ultérieurs pour le dépôt des pièces de la procédure écrite quant au fond de telle sorte que, sous certaines réserves, l'affaire soit en état le 15 octobre 1933 ;

Considérant que, par acte du 2 mai 1933, enregistré au Greffe de la Cour le 3 mai 1933, l'agent du Gouvernement allemand près la Cour a demandé à celle-ci « d'indiquer au Gouvernement polonais, en attendant qu'il soit statué sur la requête du 18 mai 1932, comme mesure conservatoire, de s'abstenir à l'égard des biens du prince von Pless de toute mesure de coercition du chef de l'impôt sur le revenu » ;

Considérant qu'à l'appui de cette demande ledit agent a allégué :

« que l'Office fiscal à Pszczyna a signifié le 20 avril 1933 au prince von Pless deux sommations de payer, dans un délai de quinze jours, la somme de 4.397.313,40 zlotys + 409.495,15 zlotys + 439.731,34 zlotys = 5.246.539,89 zlotys, avec intérêts moratoires à partir du 1<sup>er</sup> juin 1930 du chef de l'impôt sur le revenu pour les années fiscales 1927, 1928 et 1929, et une somme de 1.582.914,25 zlotys + 110.284,16 zlotys + 158.291,43 zlotys = 1.851.489,84 zlotys, avec intérêts moratoires à partir du 17 février 1931 du chef de l'impôt sur le revenu pour l'année fiscale 1930 ;

que ces sommations de paiement sont accompagnées de la menace qu'au cas où la somme totale ne serait pas payée pendant le délai susdit, des mesures coercitives seraient prises ;

que l'Office fiscal à Pszczyna a décrété le 20 avril 1933 l'arrêtsaisie de la créance du prince von Pless contre l'administration des chemins de fer de l'État résultant de livraisons de charbons jusqu'à concurrence de 1.841.759,84 zlotys ;

que la réalisation des mesures de coercition susmentionnées apporterait aux droits et intérêts qui font l'objet du litige un préjudice irrémédiable » ;

regard to the Administration of the Prince von Pless, a Polish national belonging to the German minority in Polish Upper Silesia ;

Having regard to the document filed with the Registry on October 8th, 1932, accompanied by a "Preliminary Counter-Case", whereby the Government of the Republic of Poland raised, under Article 38 of the Rules of Court, a preliminary objection to the German Government's Application, submitting that the Court should "declare the German Government's Application inadmissible" ;

Having regard to the Order of February 4th, 1933, whereby the Court, adjudicating upon the preliminary objection raised by the Polish Government, decided that this objection should be joined to the merits of the suit and that the subsequent time-limits for the filing of documents of the written proceedings upon the merits should be so fixed that, subject to certain conditions, the case would be ready for hearing as from October 15th, 1933 ;

Whereas, by a document dated May 2nd, 1933, filed in the Registry of the Court on May 3rd, 1933, the Agent for the German Government before the Court requested the latter "to indicate to the Polish Government, as an interim measure of protection, pending the delivery of judgment upon the Application of May 18th, 1932, that it should abstain from any measure of constraint in respect of the property of the Prince von Pless, on account of income-tax" ;

Whereas, in support of this Application, the aforesaid Agent alleged :

"that the Taxation Office at Pszczyna, on April 20th, 1933, served on the Prince von Pless two summonses for the payment within fifteen days of the sum of 4,397,313.40 zlotys + 409,495.15 zlotys + 439,731.34 zlotys, making in all 5,246,539.89 zlotys, with interest on arrears charged as from June 1st, 1930, on account of income-tax for the fiscal years 1927, 1928 and 1929, and a sum of 1,582,914.25 zlotys + 110,284.16 zlotys + 158,291.43 zlotys, making in all 1,851,489.84 zlotys, with interest on arrears charged as from February 17th, 1931, on account of income-tax for the fiscal year 1930 ;

that these summonses to pay are accompanied by a threat that in the event of the whole sum not being paid within the above-mentioned time, measures of constraint will be applied ;

that the Taxation Office at Pszczyna on April 20th, 1933, decreed the attachment of the claim of the Prince von Pless against the administration of the State Railways in respect of deliveries of coal up to an amount of 1,841,759.84 zlotys ;

that the carrying into effect of the above-mentioned measures of constraint would irremediably prejudice the rights and interests forming the subject of the dispute" ;

Considérant que, saisi de cette demande, le Président de la Cour, — celle-ci ne siégeant pas, — en convoquant, le 5 mai 1933, la Cour en session extraordinaire pour le 10 mai 1933, conformément à l'article 23 du Statut et à l'article 57 du Règlement, a en outre prévu pour le 11 mai 1933 une audience destinée à fournir aux agents des deux Parties la possibilité, s'ils le désiraient, de faire entendre leurs observations relativement à la demande du Gouvernement allemand tendant à obtenir l'indication de mesures conservatoires ;

Considérant que, le 6 mai 1933, l'agent du Gouvernement allemand a fait savoir qu'il désirait se prévaloir de la faculté qui lui était ainsi offerte ;

Considérant d'autre part que, le 8 mai 1933, le Gouvernement polonais, dûment informé de la demande du Gouvernement allemand en date du 2 mai 1933 ainsi que des décisions prises le 5 mai suivant par le Président de la Cour à ce sujet, a fait parvenir à la Cour, par l'entremise tant de sa légation à La Haye que de son agent près la Cour, des déclarations à l'effet suivant : les sommations de paiement (mandat d'exécution) relatives au paiement de l'impôt sur le revenu du prince von Pless pour les années 1927-1930 ont été adressées au prince par mégarde, le chef nouvellement nommé de la section des mesures coercitives (de l'Office des impôts) n'ayant pas eu connaissance du dossier pertinent ; les autorités supérieures ayant appris que des mesures coercitives avaient été prises contre le prince von Pless, le Gouvernement de la République de Pologne a annulé le mandat susmentionné ; ledit Gouvernement maintient sa déclaration de surseoir aux mesures coercitives relatives à l'impôt sur le revenu du prince von Pless pour les années 1925-1930, et n'encaissera pas ces impôts, jusqu'au moment où la Cour aura résolu définitivement le différend pendant devant elle ;

Considérant qu'en même temps l'agent du Gouvernement polonais a fait savoir à la Cour qu'il renonçait à se faire entendre, conformément à l'article 57, alinéa 3, du Règlement ;

Considérant que, dûment informé de la déclaration à l'effet susindiqué transmise à la Cour par la légation de Pologne à La Haye, l'agent du Gouvernement allemand, se référant à cette déclaration, a fait savoir à la Cour, le 8 mai 1933, par l'entremise de la légation d'Allemagne à La Haye, que le Gouvernement allemand est d'accord quant à la solution que le Gouvernement polonais donne à la question qui fait l'objet de la demande du Gouvernement allemand tendant à l'indication d'une mesure conservatoire, que ledit Gouvernement notifie cet accord à la Cour et qu'il la prie, par application analogue de l'article 61, alinéa 1, du Règlement de la Cour, de donner acte de l'accord intervenu ;

Whereas, on receipt of this Application, the President of the Court—the latter not being in session—in convening, on May 5th, 1933, an extraordinary session of the Court for May 10th, 1933, pursuant to Article 23 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court, also provided for a hearing on May 11th, 1933, in order to give the Agents of the two Parties an opportunity, should they so desire, to present their observations upon the Application of the German Government for the indication of interim measures of protection;

Whereas on May 6th, 1933, the German Government's Agent announced that he desired to avail himself of the opportunity thus afforded him;

Whereas, on the other hand, on May 8th, 1933, the Polish Government, on being duly informed of the Application of the German Government of May 2nd, 1933, and of the decisions on the subject taken on May 5th by the President of the Court, transmitted to the Court, through its Legation at The Hague and through its Agent before the Court, declarations to the following effect: that the summonses for payment (warrant for execution) in respect of the payment of the income-tax of the Prince von Pless for the years 1927-1930 had been sent to the Prince by oversight, the newly-appointed head of the department dealing with measures of constraint (of the Taxation Office) having been unacquainted with the documents relating to the matter; that the higher authorities, having learnt that measures of constraint had been taken in respect of the Prince von Pless, the Government of the Republic of Poland had annulled the warrant above mentioned; that the said Government maintained its declaration to the effect that it will suspend measures of constraint in respect of the income-tax of the Prince von Pless for the years 1925-1930, and will not collect these taxes, until the Court has finally decided the dispute now pending before it;

Whereas, at the same time, the Agent of the Polish Government announced that he waived the right to a hearing afforded him by Article 57, paragraph 3, of the Rules of Court;

Whereas, on being duly informed of the declaration to the above effect transmitted to the Court by the Polish Legation at The Hague, the Agent of the German Government, with reference to this declaration, has informed the Court, through the German Legation at The Hague, that the German Government is in agreement with the course adopted by the Polish Government for the settlement of the question which formed the subject of the German Government's Application for the indication of interim measures; that that Government notifies the Court of this agreement; and that it requests it, applying by analogy Article 61, paragraph 1, of the Rules of Court, to take note of the agreement reached;

Considérant que, par suite de l'annulation, pour cause d'erreur administrative, des mesures coercitives (mandat d'exécution du 20 avril 1933) prises contre le prince von Pless relativement à son impôt sur le revenu pour les années 1927 à 1930, les motifs sur lesquels était fondée la demande du Gouvernement allemand en indication de mesures conservatoires sont venus à disparaître ;

Considérant que, pour autant qu'il s'agit de l'impôt sur le revenu du prince von Pless afférent aux années 1925-1930, il n'y a pas de divergence entre la demande du Gouvernement allemand telle qu'elle est formulée dans la conclusion de l'acte du 2 mai 1933 et les intentions du Gouvernement polonais telles qu'elles se manifestent dans la déclaration de l'agent de ce Gouvernement en date du 8 mai 1933 ;

Considérant qu'il résulte en outre de cette déclaration et de la déclaration du même jour de l'agent du Gouvernement allemand qu'il y a accord entre les Parties sur la solution de la question qui fait l'objet de l'acte de ce dernier Gouvernement en date du 2 mai 1933 ;

Considérant que, la demande allemande formulée dans ledit acte étant ainsi devenue sans objet, la Cour n'a pas à examiner ici si elle eût été compétente pour statuer à son sujet et si cette demande était recevable ;

Considérant en outre que, par la présente ordonnance, la Cour entend ne préjuger en rien la question de sa propre compétence pour statuer sur la requête introductive d'instance du Gouvernement allemand du 18 mai 1932, non plus que sur la recevabilité de celle-ci ;

#### LA COUR,

1) donne acte au Gouvernement de la République polonaise de l'annulation des mesures coercitives prises contre le prince von Pless, le 20 avril 1933, par l'Office fiscal à Pszczyna ;

2) prend acte de la déclaration dudit Gouvernement de surseoir, jusqu'au moment où la Cour aura résolu définitivement le différend dont elle a été saisie par la requête du Gouvernement allemand du 18 mai 1932, aux mesures coercitives à l'égard du prince von Pless relativement à son impôt sur le revenu pour les années 1925 à 1930 et à l'encaissement des impôts dus par lui pour ces années ;

3) donne acte au Gouvernement du Reich allemand de sa déclaration d'accord quant à la solution de la question qui fait l'objet de l'acte dudit Gouvernement en date du 2 mai 1933 ;



Whereas, in consequence of the annulment, on the ground that an administrative error had occurred, of the measures of constraint (warrant for execution of April 20th, 1933) taken against the Prince von Pless in respect of his income-tax for the years 1927 to 1930, the grounds for the German Government's Application for the indication of interim measures of protection have ceased to exist;

Whereas, in so far as concerns the income-tax of the Prince von Pless for the years 1925-1930, there is no difference between that which the German Government seeks to obtain according to the submission set forth in the document of May 2nd, 1933, and the intentions of the Polish Government as expressed in the declaration of that Government's Agent dated May 8th, 1933;

Whereas it likewise appears from this declaration and from the declaration of the same date made by the Agent of the German Government that the Parties are agreed in regard to the settlement of the question forming the subject of the latter Government's Application of May 2nd, 1933;

Whereas the request made by Germany in that Application has thus ceased to have any object, and as it is accordingly unnecessary for the Court to consider whether it would have been competent to adjudicate upon it and whether that Application was admissible;

Whereas, furthermore, the present Order must in no way prejudice either the question of the Court's jurisdiction to adjudicate upon the German Government's Application instituting proceedings of May 18th, 1932, or that of the admissibility of that Application;

#### THE COURT,

(1) notes the fact that the Government of the Republic of Poland has annulled the measures of constraint taken against the Prince von Pless, on April 20th, 1933, by the Taxation Office at Pszczyna;

(2) takes note of the said Government's declaration that it will suspend any measures of constraint against the Prince von Pless in respect of his income-tax for the years 1925 to 1930 and the collection of the taxes due by him for these years, until the Court has finally decided the dispute brought before it by the German Government's Application of May 18th, 1932;

(3) notes the declaration of the Government of the German Reich to the effect that it is in agreement in regard to the settlement of the question which forms the subject of that Government's Application dated May 2nd, 1933;

4) constate, en conséquence, que la demande en indication de mesures conservatoires, formulée dans ledit acte du Gouvernement allemand, est devenue sans objet.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le onze mai mil neuf cent trente-trois, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement du Reich allemand et au Gouvernement de la République polonaise.

Le Président de la Cour :

(Signé) M. ADATCI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

(4) declares, accordingly, that the request for the indication of interim measures of protection, formulated in the last-mentioned Application of the German Government, has ceased to have any object.

Done in English and French, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this eleventh day of May, one thousand nine hundred and thirty-three, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the German Reich and to the Government of the Republic of Poland respectively.

(Signed) M. ADATCI,  
President of the Court.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,  
Registrar of the Court.